

Mons 2015, le vrai bilan

Après les flonflons, le temps des bilans. L'année culturelle européenne fut une réussite. Mais à quel prix ? La casse sociale a commencé au Manège. Quant à l'avenir économique et à l'emploi, c'est le flou et l'incertitude. Il y a eu, à Mons, un manque criant de vision à long terme. Comme si 2015 avait juste été un but en soi.

Par Thierry Denoël

C

omparé aux beaux jours de l'année dernière, Mons ressemble un peu à une ville morte, aujourd'hui. Les rues et les restos sont déserts. L'office de tourisme a retrouvé son rythme d'antan, certes un peu boosté par l'année culturelle : 4 100 visiteurs en janvier dernier (contre 3 500, en janvier 2014). Rien à voir avec le faste de 2015.

Le vide des lendemains de fête est toujours déroutant. Le temps de reprendre son souffle. Toutes les Capitales européennes de la culture l'ont vécu. A Mons, pourtant, la gueule de bois est sévère. L'année culturelle à peine clôturée, le théâtre du Manège, qui fut le bras armé de la Fondation Mons 2015, annonçait une vingtaine de licenciements d'employés historiques et l'annulation de la programmation du second semestre.

Une vraie douche froide après la ferveur des festivités. Faut-il s'attendre à d'autres dégâts sociaux ? Mons saura-t-elle capitaliser sur son expérience culturelle, à l'image de Liverpool après 2008 ? Ou bien l'élan va-t-il retomber comme

un soufflé ? Seule consolation, pour le moment : le spectacle burlesque du lancement du magasin Ikea, aux Grands Prés, dans une ambiance Disneyland, avec des cadres flamands de la multinationale qui chantaient le *Doudou*...

Concernant 2015, même s'il faut rester prudent par rapport aux chiffres (*lire l'encadré page 39*) et malgré le ratage d'Arne Quinze, qui a finalement permis aux Européens de situer Mons sur une carte, les avis sont plutôt unanimes : ce fut une belle réussite. « Beaucoup de touristes flamands ont retrouvé à Mons un air de Bruges, loin des clichés tenaces des charbonnages », confie un administrateur MR de la Fondation, fier du patrimoine de sa ville. Il ne faut pas oublier non plus que la sécurité était au rendez-vous. « Or, la menace terroriste était présente du début à la fin de l'année en Belgique, rappelle le commissaire Philippe Borza. Le public étant plus familial, 2015 a même été ●●●

●●● plus calme à Mons que certaines soirées des années précédentes. »

La Fondation 2015 a annoncé plus de deux millions de visiteurs au total, dont 460 000 pour les musées et expos. Selon elle, l'objectif est atteint. Cela ne représente qu'un petit quart de l'affluence à Lille en 2004, alors que le budget était quasi équivalent : 73 millions d'euros pour la métropole française et 70 millions pour Mons. « Mais la base démographique n'est pas la même dans les deux villes (*NDLR : 95 000 habitants à Mons et 220 000 à Lille*) qui sont de tailles différentes, souligne Fabienne Leloup, professeure à l'UCL Mons, qui a effectué une étude sur les Capitales européennes de la culture et leur impact économique. On s'attendait malgré tout à ce que la fête de clôture attire plus de monde, vu le succès de foule de l'inauguration et le battage médiatique toute l'année. »

Côté muséal, la ville pouvait s'enorgueillir de cinq nouvelles institutions en 2015. Malgré leur ouverture tardive, en avril

pour la plupart et même en juillet pour le beffroi, la billetterie a bien fonctionné. Elle a surtout été boostée par les 180 000 visiteurs de l'expo phare sur Van Gogh, au BAM (le musée des beaux-arts). Si on soustrait cette masse ainsi que les 110 000 touristes du Pass, à Frameries, dont le nombre augmente régulièrement depuis quelques années, même sans événement européen, il reste 170 000 visiteurs pour les douze sites du Pôle muséal (hors Van Gogh). Son directeur, Xavier Roland, se dit content du résultat. Notons cependant que la proportion de visiteurs des musées et expos – le Pass compris – par rapport au nombre total de touristes à Mons durant l'année culturelle est moindre qu'à Lille (21 % contre 25 %) et surtout qu'à Marseille (50 %).

Club Mons 2015 Entreprises : 600 000 euros

Alors que ce n'était pas gagné au départ, Mons 2015 a surtout été une fête populaire, notamment grâce aux projets de territoires du Grand Huit et du Grand Ouest. Beaucoup se souviendront de l'ambiance des alpages sur le terroir de Cuesmes. Les plus précarisés ont aussi trouvé leur compte, à travers Pop Up. La plate-forme culturelle d'éducation permanente avait pourtant eu bien du mal à se faire une place dans la programmation de 2015. « Avec cinq grosses manifestations, nous avons touché un public d'environ 25 000 personnes. Nous avons surtout réussi à enfoncer un coin de la culture élitiste de Mons », se réjouit Vincent Dufoing, le président de Pop Up, qui aurait toutefois apprécié la présence de plus de représentants politiques, dont celle d'Elio Di Rupo.

Le Club Mons 2015 Entreprises, lui, a attiré 850 sociétés,

petites et grandes, censées cotiser chacune 1 000 euros pour la Fondation. Ce n'est pas le chiffre attendu de 2 015 entreprises, mais la barre était placée un peu haut pour une entité comme Mons. Tenant compte de quatre-vingts mauvais payeurs et des frais de promotion, le Club présidé par Eric Domb (Paire Daiza) a rapporté près de 600 000 euros. « Il s'agit du deuxième partenaire privé de Mons 2015, après ING. De futures Capitales européennes de la culture ont copié notre idée », constate Anne-Sophie Charles, secrétaire générale de la Fondation 2015, ex-administratrice du Club (elle était cheffe de cabinet du bourgmestre). Les dîners de gala à 185 euros la soirée ont, par contre, découragé plus d'une PME.

Le secteur Horeca semble avoir tiré son épingle du jeu, en 2015. En tout cas, pour les établissements de l'intra-muros montois. « Nous n'avons pas encore de chiffres précis, sourit Jean-Louis Simonet, président de la fédération Horeca Mons-Hainaut. Mais, par oui-dire, on sait déjà que ça a cartonné. Beaucoup moins l'extra-muros. Moi-même (*NDLR : il est propriétaire de L'Assiette au beurre, à Frameries*), je n'ai pas eu plus de passage que les autres années. » Le président ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup d'emplois supplémentaires en 2015. « Les restos ont surtout fonctionné et géré l'afflux avec leurs employés habituels. Quant à la task-force mise en place par le Forem pour constituer un réservoir en personnel, cela n'a pas été une réussite, estime-t-il. Mais on s'y est pris fort tard... »

A la Mission régionale pour l'emploi de Mons, Nicolas Bourlakoff, coordinateur, est, pour sa part, formel : « Mons 2015 n'a pas changé grand-chose par rapport à notre public défavorisé », assure-t-il. L'an dernier, la Mission a enregistré 382 mises à l'emploi dépassant six mois de travail sur l'année (selon des chiffres qui ne sont pas encore tout à fait définitifs), contre 366, en 2014. « Dire que l'impact économique de Mons

2015 a profité à un public défavorisé est un raccourci qu'on ne peut malheureusement pas se permettre, reconnaît Anne-Sophie Charles. Mais nous avons tout fait pour que les emplois profitent aux habitants de la région. Ainsi l'obligation pour Securitas de recruter du personnel directement callable et donc géographiquement proche. »

Au niveau des musées, il y a eu 48 engagements, en 2015 : gardiens, agents d'accueil, ouvriers... « Ces emplois ont été stabilisés en 2016 par la Ville dont le pôle muséal dépend, signale Xavier Roland. Nous comptons encore un peu engager dans le cadre du projet Museum Lab qui, financé par des fonds européens, vise à développer avec nos universités de nouveaux outils de médiation muséaux. »

Tous ces subsides, pour l'emploi ?

Grâce à Mons 2015, Elio Di Rupo a décroché de nombreux fonds européens de développement régional (Feder). « En tout, plus de 95 millions d'euros pour les périodes 2007-2013 et 2014-2020. C'est un fameux effet de levier », observe ●●●

●●● Alain Finet, de l'U-Mons, qui, pour la société KEA, évalue les retombées économiques de l'année culturelle européenne. Encore faut-il que le levier s'actionne. « Que vont rapporter tous ces subsides en termes d'emplois ? Voilà la vraie question des prochains mois pour Mons, qui compte 19 % de demandeurs d'emploi (*NDLR : la moyenne wallonne est de 15 %*). Pour l'instant, la réponse est "pas grand-chose", observe Sandra Goret, secrétaire régionale de la FGTB Mons-Borinage. Mons 2015 a juste été une entreprise de reconnaissance culturelle. Tout reste à faire. »

Le conseil communal vient d'adopter le projet de Ville Mons 2025. « Ce type de plan avait déjà été mis sur la table en 2009, avec l'idée de réunir les partenaires sociaux, se souvient la syndicaliste. Mais c'est tombé aux oubliettes pendant six ans. Six ans de perdu. » Aujourd'hui, outre l'emploi, le projet de Ville vise le cap des 100 000 habitants, ce qui gonflerait les recettes fiscales. On en parle depuis les années 1990... Autre ambition : attirer 500 000 visiteurs par an grâce aux infrastructures de référence de Mons. Vu le bilan de 2015, cela paraît très ambitieux. Dans le projet 2025 figure aussi le souhait de devenir une Smart City (ville intelligente), ce qui est le but de nombreuses villes. Bref, il n'y a dans tout cela rien de décoiffant.

En outre, les caisses communales sont vides. « Il n'y a même plus 5 000 euros pour organiser le Beau Vélo de RA Vel avec la RTBF, alors que, cette année, le vélo est une des priorités de l'office de tourisme », déplore Charlotte De Jaer (Ecolo). « Il est impossible de dire combien Mons 2015 a réellement coûté à la Ville, tant les différents budgets sont éparpillés », soupire Savine Moucheron (CDH) qui constate que le collège vient d'augmenter les tarifs des documents administratifs. A 28 euros, Mons peut désormais se targuer de délivrer la carte d'identité la plus chère du pays. Les prix d'entrée de la piscine du Grand Large viennent aussi de grimper.

Mons parviendra-t-elle à sortir de sa chrysalide 2015, comme l'a fait Liverpool, il y a sept ans ? « L'ancienne cité industrielle du nord de l'Angleterre a surfé sur l'année culturelle en menant une politique de rénovation urbaine combinée à une politique d'attraction d'entreprises créatives et de multiplication des centres de formation », note le Pr Leloup. A priori, les ingrédients sont les mêmes dans la région du centre henruyer. La sauce anglaise prendra-t-elle à Mons ? Il faudra se montrer créatif. Exemple : Fabienne Leloup étudie comment imaginer un développement économique autour du patrimoine de Van Gogh dont l'ancrage dans la région constitue une ressource bien au-delà d'une expo au BAM. « Les pistes sont nombreuses pour faire partie d'un réseau de villes qui ont influencé l'artiste », glisse-t-elle.

Côté Ville et Fondation, le seul grand projet annoncé pour le moment est celui des Biennales en 2018. La date fait d'ail-

leurs grincer pas mal de dents, jusque dans la majorité montoise. Il est évident qu'en programmant des expos et manifestations culturelles d'envergure juste avant les élections locales d'octobre 2018, cela servira surtout la campagne de Di Rupo et du PS. « Ce n'est pas un hasard, lance Catherine Marneffe (Ecolo). Et que fera-t-on pendant les trois ans qui nous séparent de cet événement ? On nous dit que les services vont réfléchir... » Il faudra trouver des budgets et des sources de financement. « La Ville s'est engagée à verser 250 000 euros, livre Philippe Degeneffe, qui, outre la direction du Manège, reste à la tête de la Fondation. La province de Hainaut et la Fédération Wallonie-Bruxelles seront aussi sollicitées. »

Le Manège : on a fermé les yeux

Pour l'heure, c'est surtout la situation du Manège qui est inquiétante. « Cela n'a rien à voir avec Mons 2015 », martèle à l'envi le bourgmestre, pas très convaincant. Comme nous l'ont expliqué Philippe Degeneffe et Anne-Sophie Charles, Le Manège Mons avait trois casquettes l'an dernier : il assurait la direction artistique de Mons 2015, mais également la gestion administrative et financière. Pour ces services, il était mandaté par la Fondation, qui recevait des factures à honorer. Enfin, et c'est la troisième casquette, Le Manège faisait partie des 22 institutions partenaires de Mons 2015. Il a reçu, dans ce cadre, des moyens de la Fondation pour monter certains spectacles, comme *Cold Blood* de Jaco Van Dormael.

A l'évidence, Le Manège et son équipe ont été le véritable bras armé de la Fondation Mons 2015. D'ailleurs, l'année dernière, une vingtaine d'employés du Manège ont reçu un complément de salaire de la Fondation, en moyenne 880 euros mensuels (en dehors des directeurs généraux). Ce n'est pas tout. « On peut aussi observer une convergence historique entre, d'une part, la création du Manège comme coupole culturelle de plusieurs institutions montoises, en 2002, et, d'autre part, le projet de Mons capitale culturelle wallonne et celui de Capitales européennes de la culture, ces deux projets datant du début des années 2000 », affirme Fabienne Leloup. Et la Fondation Mons 2015 a vu le jour dès 2006, avec, à sa tête, le directeur du Manège, Yves Vasseur.

Selon de nombreux témoignages, la situation préoccupante du Manège était connue depuis longtemps, mais tout le monde a fermé les yeux jusqu'à la fin de 2015. Il ne fallait toucher à rien tant que la sacro-sainte année culturelle n'était pas clôturée. Les vingt licenciements sont tombés dès le début de 2016. Il fallait éviter la période de protection des élections sociales de mai prochain. On peut même dire que la situation était connue depuis décembre 2010, grâce à un audit alarmant de la Cour des comptes.

On y lit que Le Manège, qui avait repris un tiers de l'emprunt du Centre culturel de Mons, dissous dans la fusion de 2002,

faisait l'objet d'un plan d'assainissement. L'équilibre avait été atteint en 2008, mais de manière artificielle, souligne la Cour, grâce à un doublement des subsides de la Communauté française, gonflés à 5,3 millions d'euros, et non grâce à une réduction des charges. Au contraire, celles-ci ont augmenté de manière considérable entre 2006 et 2008, passant de 5 à 7,3 millions. Cet audit est tombé aux oubliettes montoises.

Comment expliquer cette hausse des charges ? Au sein du conseil d'administration du Manège (majoritairement PS), certains soupçonnent les directeurs d'avoir augmenté leur salaire en 2008, à la suite du doublement du subside.

Dans le rapport d'activité de cette année-là, on constate en tout cas que le coût des rémunérations et charges sociales a grimpé de plus d'un million d'euros par rapport à 2007. Il est, par ailleurs, troublant de constater que la part des « entrées et tickets » dans le chiffre d'affaires du Manège est passée de 222 000 euros, en 2009, à 126 000 euros, en 2014. L'institution culturelle francophone la plus subsidiée – et de loin – parmi ses pairs n'a cessé de voir ses recettes diminuer, tandis que le personnel et les salaires augmentaient...

Administrateurs impuissants ?

Depuis la réunion à huis clos du conseil communal, le 15 février dernier, on sait que le salaire des deux directeurs généraux, Yves Vasseur et Mauro Del Borrello (conseiller PS à Mons), s'élevaient à plus de 219 000 euros par an, soit presque autant que ce qui était dévolu à tous les artistes intermittents au Manège en 2014. Et cela sans compter l'assurance groupe (886 euros mensuels), la voiture de fonction et les compléments reçus de la Fondation (100 000 euros annuels pour Vasseur, de 2010 à 2015, 64 000 pour Del Borrello, en 2015).

Et personne n'a rien vu venir, pendant toutes ces années ? Au cours d'un récent débat au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le député MR Georges-Louis Bouchez, échevin des Finances à Mons, a déclaré que les administrateurs MR du Manège avaient demandé à voir les grilles ●●●

Le chiffre provient de la Fondation Mons 2015, relayé par la Ville. Il a été largement médiatisé et décliné sur tous les tons et toutes les couleurs pour montrer que l'objectif des deux millions de visiteurs a été dépassé. Lorsqu'on essaie d'obtenir des données un peu plus précises, de l'affluence lors de la soirée d'inauguration ou lors de la clôture par exemple, la police montoise avance les mêmes chiffres tout ronds que ceux annoncés par la Fondation : 100 000 pour l'une, 20 000 pour l'autre. Pour la précision, on repassera. La communication est bien rodée à Mons. « Il faut bien sûr parler de visites et non de visiteurs, car un touriste qui entre dans trois musées différents le même jour est compté comme trois visiteurs », nuance tout de même le Pr Fabienne Leloup. Il faut aussi souligner que les études scientifiques ne prennent en compte que les chiffres des billetteries. Le comptage des événements de rue n'est, lui, pas vérifiable. Ainsi, les recherches universitaires sur Lille 2004 se basent davantage sur le chiffre de 2,3 millions de visites dans les expos et musées et tiennent peu compte des 9 millions de visiteurs sur l'année annoncés par les organisateurs. ● Th. D.

●●● salariales à trois reprises et que cela leur avait été refusé. Un autre administrateur nous confirme la même chose. Aujourd'hui, Yves Vasseur, désormais pensionné, et Elio Di Rupo se renvoient la balle. Le premier a rappelé, lors du huis clos, que le bourgmestre PS lui avait imposé de maintenir les avantages salariaux lors de la création du Manège en 2002. Le second souligne que Vasseur jouissait d'une délégation exclusive du conseil d'administration pour la gestion du personnel. Piquant : en 2002, la Ville avait justifié la fusion des institutions culturelles par les économies d'échelle que cela permettait.

Pour y voir enfin clair, le CDH, le MR et Ecolo ont demandé un audit du Manège, souhaitant que celui-ci soit confié à la Cour des comptes. Mais c'est finalement l'Inspection de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui s'en chargera pour la fin juin, avec – espérons-le – toute l'objectivité requise. « Il est trop facile de dire qu'on prépare le futur en oubliant le passé, à Mons, et que l'on fait solde de tout compte », déclare Georges-Louis

2,1 MILLIONS DE VISITEURS ?

Quelques constats

La vision probablement pertinente du début des années 2000 s'est diluée dans une série de projets isolés ou de visions personnelles, sans cohésion ni pertinence.

L'institution est vue, parfois à tort mais trop souvent à raison, comme très élitiste, proposant peu de diversité dans sa programmation et se situant parfois très loin des attentes du public. Un paradoxe quand on sait que le Manège, mis à part le Pôle muséal, est en situation de quasi monopole culturel sur la place et bénéficie d'un tissu d'infrastructures remarquable.

EXTRAIT du dossier de candidature
du nouveau directeur du Manège, Philippe Degeneffe.

Bouchez. En attendant Le Manège tourne la page Vasseur, sans états d'âme. Dans son dossier de candidature, le nouveau directeur, Philippe Degeneffe, écrivait déjà, en août 2015 : « L'institution est vue, parfois à tort mais trop souvent à raison, comme très élitiste, proposant peu de diversité dans sa programmation et se situant parfois très loin des attentes du public. » Au Vif/L'Express, il dit vouloir, avant tout, perpétuer l'esprit du Grand Huit et souligne que Le Manège a programmé, le 14 avril, le spectacle du dessinateur Pierre Kroll, impensable il y a quelques mois encore. Anecdote révélatrice : un nouveau chargé de communication, spécialisé dans les médias numériques, va être engagé au Manège. Son profil correspond à celui d'un des vingt licenciés de janvier qui n'est autre que le... beau-fils de Vasseur.

Outre l'audit, une information judiciaire est toujours ouverte au parquet de Mons concernant les comptes de Mons 2015 et du Manège. Fin janvier dernier, la Fondation a remis un volumineux rapport aux autorités judiciaires. « Tout a été géré dans la transparence la plus totale », jure Degeneffe. De son côté, le trésorier de la Fondation Emmanuel Tondreau, qui est conseiller communal MR, affirme : « Nous avons été très vigilants. Il y avait un comité de direction tous les mois. Les comptes qui seront clôturés en mai ne seront pas déficitaires. Toutes les Capitales européennes de la culture ne peuvent en dire autant. »

Les lendemains de fête, à Mons, n'en ont pas moins un arrière-goût amer. « Tout s'est passé comme si Mons 2015 était une fin en soi plutôt qu'un tremplin, résume Savine Moucheron. On n'a rien anticipé, ni le projet de Ville dont les objectifs pour 2025 auraient déjà dû être atteints en 2017, ni le Manège qui semble aussi avoir été géré en fonction de l'année culturelle, considérée comme une apothéose. »

Il n'y a surtout aucun objectif chiffré dans le projet de Ville, excepté les 100 000 habitants. Les dirigeants montois ont pourtant toujours présenté 2015 comme un tremplin. Mais rien ne permet d'assurer que celui-ci fera rebondir Mons à une belle hauteur. ● Th. D.

COMMUNICATION SOVIÉTIQUE

A Mons, la communication est digne de l'ancienne URSS. Il ne faut pas dévier de la ligne du parti, au risque de se voir censuré ou pire. Des journalistes en ont fait l'expérience. Ainsi, le correspondant du journal Libération qui devait rédiger les textes accompagnant l'exposition de caricatures Ceci n'est pas l'Europe : sur son blog, Jean Quatremer a raconté, médusé, la manière dont ses écrits ont été revus et corrigés, d'un point de vue idéologique, par la direction du musée Mons Memorial Museum qui accueillait l'expo. Comme il a rué dans les brancards, il a été écarté, sans être prévenu, d'un débat auquel il devait participer. Même déconvenue pour une journaliste du mook 24h01, dont le hors-série Mons 2015 était financé par la Fondation. Ses articles ont été jugés trop critiques, le ton ne donnant pas une assez bonne image... La journaliste a posté un billet râleur sur Facebook qui a ensuite été retiré. Pire encore : Aline Maton, une cheffe de service au Manège, a été licenciée pour faute grave en mai 2014. Raison ? Son employeur lui reprochait d'avoir envoyé des e-mails confidentiels à son compagnon qui travaille comme graphiste au Vif Weekend, le supplément lifestyle du Vif/L'Express. Ces mails auraient servi à alimenter un article du Vif/L'Express sur Mons 2015. Le 18 janvier dernier, le tribunal du travail a fermement condamné Le Manège pour licenciement abusif, estimant que rien ne permettait d'affirmer que le contenu des e-mails avait été utilisé par l'auteur de l'article. Le Manège n'a pas fait appel du jugement. A quand la glasnost à Mons ? ● Th. D.

LE BLUES DES COMMERÇANTS

Une des priorités de Mons pour soutenir l'activité économique sera le redressement du commerce du centre-ville. Pour l'instant, vu la politique de développement du centre commercial des Grands Prés, c'est un échec cuisant. « Dans le piétonnier, près d'une cellule commerciale sur trois est désertée », reconnaît Georges-Louis Bouchez (MR). L'ouverture d'Ikea aux Grands Prés ne devrait pas arranger les choses. Sauf qu'on annonce l'arrivée de Primark, la star irlandaise de la mode pas chère, dans le bas du piétonnier. Une incertitude : la multinationale a averti le Collège que si elle n'avait pas de permis en mai, elle irait voir ailleurs. Or, l'enquête publique vient seulement d'être lancée... En outre, Primark a souvent pour effet de faire grimper les loyers, comme l'a déjà analysé la presse économique française. Par ailleurs, il y a des visions différentes au sein de la majorité PS-MR. Plutôt que faire venir de grandes marques comme c'est le cas aujourd'hui, Bouchez voudrait, lui, faire du centre piétonnier un mixte entre logements et commerces de proximité (libraires, bouchers, boulangers...), vu la complémentarité des deux. Bref, cela fait beaucoup d'incertitudes. Les commerçants, pour qui 2015 n'a pas été une année record, ont toujours le blues. Pour couronner le tout, le président de leur association, rue de la Coupe, s'est enfui avec la caisse (environ 6 000 euros), en Guadeloupe. ● Th. D.